



Gabonaises!

12 TÉMOIGNAGES
POUR CHANGER NOTRE REGARD

#MondeEnCommun

Gabonaises !

EXPOSITION

**12 TÉMOIGNAGES
POUR CHANGER NOTRE REGARD**

Édito

Les Gabonaises prennent la parole. Nous sommes à leurs côtés au quotidien dans les projets que nous menons avec tous les acteurs engagés dans le pays. Les progrès accomplis sont nombreux : parité fortement encouragée, levée de certaines discriminations juridiques, stratégie décennale ambitieuse « 2015-2025, *décennie de la femme* ». Mais nous devons faire davantage.

A l'occasion de la journée internationale de la femme, nous avons donc souhaité faire avancer la cause des femmes et prendre le temps de faire entendre leurs voix autour d'une exposition inédite.

Avec leurs mots, elles disent les défis quotidiens qu'elles affrontent, à l'école, sur le lieu de travail, à la maternité, et même à la maison. Et elles disent avec force un message simple : il reste du chemin à accomplir pour faire disparaître les discriminations et briser les stéréotypes.

Elles s'interrogent. Elles nous interrogent. Comment les femmes peuvent-elles s'entraider ? Comment les hommes peuvent-ils contribuer à une meilleure inclusion des femmes au collège, à l'université, au village, dans l'entreprise ? Comment faire évoluer les mentalités ? Elles proposent et elles agissent, avec détermination.

Ce faisant, elles nous invitent à changer de regard. C'est indispensable pour réaliser les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies. Puisque nous sommes tous des pays en transition, nous gagnons à apprendre les uns des autres, d'égal à égal. L'AFD est très active, avec près de 4 000 projets dans 110 pays. Lorsque nous travaillons avec la municipalité de Kochi, en Inde, pour des transports métropolitains plus inclusifs pour les femmes, ou que nous finançons avec les banques turques l'accès au crédit pour les entreprises qui facilitent l'insertion professionnelle de leurs employées, nous sommes en capacité de partager les expériences et de co-construire des solutions positives, efficaces et inspirantes.

Et notamment en Afrique, où l'éducation, la santé maternelle et infantile, l'accès aux droits, sont des enjeux essentiels sur la voie de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'AFD a un objectif stratégique « 100 % *lien social* », notamment à travers l'inclusion des femmes et la lutte contre les inégalités femmes-hommes, avec l'objectif complémentaire de consacrer 50 % de ses financements annuels en faveur du genre.



Les témoignages que vous allez découvrir sont tirés des projets que nous menons actuellement au Gabon avec nos partenaires, publics (Ministère de l'éducation nationale, Ministère de la santé, Institut Gabonais d'Appui au Développement, Agence nationale des Parcs nationaux), privés (SETRAG, BICIG, Rougier Gabon) et de la société civile (AEDH, Femme lève-toi, ACTE, 3S, Agir pour le genre). Qu'ils soient remerciés pour leur engagement, et qu'ils soient assurés du nôtre. Ensemble, nous sommes plus que jamais au service des Gabonaises et des Gabonais pour un monde en commun.

Rémy Rioux,
Directeur Général de l'Agence française de Développement



L'école doit promouvoir l'égalité des sexes

Darene Ayingone Mabele et Elfried Rosina Gnoumba Ndengue

Élèves au Collège Georges Mabignath à Libreville

Darene et Elfried sont en classe de troisième au Collège Georges Mabignath de Libreville. Bonnes élèves, elles comptent parmi les meilleures de leur établissement et souhaitent devenir respectivement médecin et juriste.

Pleines d'ambition et soutenues par leurs parents, elles estiment que « *nous sommes tous égaux* ». Il n'est donc pas question que les garçons se croient supérieurs aux filles, d'autant que « *en classe, les filles dominent de plus en plus. Quelle que soit la matière, elles sont plus réactives. Et depuis qu'il y a les kobolos*, elles se concentrent mieux que les garçons* ». Si les filles ont de meilleurs résultats scolaires, il y a, selon ces collégiennes, une autre explication. « *En tant que filles, nos familles nous surveillent beaucoup, on n'a pas le droit de sortir. C'est différent pour les garçons* ».

Au collège, elles remarquent des comportements à l'égard des filles qui vont de la violence verbale à la violence physique. Le plus souvent, cela prend la forme de moqueries. « *C'est récurrent à l'école. On rit de tout, parfois sans savoir qu'on fait du mal aux autres* », déclare Darene. « *On voit des jupes qui se transforment en robes. Parfois ça nous amuse* ». En général, les moqueries sont basées sur le physique ou l'accoutrement. Elles considèrent cependant que les moqueries ne sont pas toujours une mauvaise chose. « *Par exemple, quand on se moque d'une personne qui a une mauvaise note, ça la pousse à travailler plus, elle se met au travail* », explique Darene.

« *Pour moi, les violences basées sur le genre à l'école renvoient aux provocations. Ceux qui se sentent supérieurs veulent imposer leur domination sur les autres. Mais parfois, cela part de la cellule familiale. Certains grandissent avec des parents violents. Influencés par ces comportements, ils les reproduisent sur les autres* », affirme Elfried.

Elles évoquent un autre phénomène qui devient un fléau en milieu scolaire : les « *Notes Sexuellement Transmissibles* » (NST), autrement dit les relations sexuelles entre élèves et enseignants. « *Il y en a qui sortent avec les élèves. Ce n'est pas normal, les enseignants sont là d'abord pour éduquer, donner des conseils pour l'avenir. Or, quand ils sortent avec des élèves, ils nous détournent de la bonne voie. Certaines filles ne se cachent pas d'avoir des relations avec des professeurs. Cela délégitime les professeurs. Une fois que tout le monde le sait, ils n'ont plus d'autorité sur la classe* », s'indignent-elles. Certaines filles se lancent pour « *avoir de bonnes notes* ». Il arrive également que des professeurs profitent de leur autorité pour harceler les élèves. Les collégiennes déplorent qu'il n'y ait pas plus de sanctions envers l'enseignant coupable : « *ce sera toujours la faute de l'élève* ».

Si elles avouent ne pas savoir comment mettre un terme à ces comportements déviants, elles s'en remettent à la famille et à l'école. « *Il faudrait que l'administration sévisse quand c'est nécessaire et que la cellule familiale fasse son boulot* ».

* Mot d'argot venu des quartiers populaires de Libreville.

Il désigne un produit médicamenteux qui, souvent associé à de l'alcool, est utilisé comme drogue.



J'ouvre l'esprit des femmes grâce aux nouvelles technologies

Nancy Dondia

Coordinatrice générale au sein de l'ONG ACTE

Qu'est-ce que l'ONG Acte ?

Acte signifie Association pour la Consolidation des Technologies de l'Education. Sa fonction première est de faciliter l'intégration des technologies dans l'éducation. Notre cible, c'est les jeunes et nous travaillons dans des établissements, du primaire au supérieur. Nous y accueillons aussi des « *externes* », des jeunes non scolarisés. Au total, nous recevons près de 10 000 jeunes par an dans nos centres et nous les accompagnons sur la base des communautés de pratiques.

Comment intégrez-vous la question du genre dans vos activités ?

Cela fait maintenant trois ans que nous mettons l'accent sur les filles dans nos programmes. Quand je suis entrée à Acte, les filles travaillaient surtout dans la partie administrative. Elles avaient peur de se lancer dans ce qui était vraiment numérique. Et puis, on s'est dit qu'il fallait davantage les pousser, les exposer dans toutes les communautés de pratiques. On s'est alors rendu compte que les filles étaient les meilleures. Depuis, dans tous les projets que nous lançons, j'exige un quota de filles.

Ca fonctionne ?

Oui, ça fonctionne. Mais nous devons lutter contre une discrimination involontaire, inconsciente et historique. Quand nous étions jeunes, les parents avaient tendance à offrir tout ce qui était « *tech* » aux garçons. Un jeu intéressant à l'époque par exemple, c'était la Game Boy. Mais il n'y a jamais eu de Game Girl ! Ce qui change aujourd'hui c'est que les technologies ont un rapport avec le social. Or, les filles sont beaucoup plus sociables que les garçons. C'est aussi pour cela que leur place dans le domaine de la technologie se renforce chaque jour.

Il y a encore des progrès à faire ?

Bien sûr. Les filles sont encore minoritaires dans les filières scientifiques et dans les carrières technologiques, notamment la partie création/créativité. Ça ne veut pas dire que pour faire de l'informatique il faut passer par les séries scientifiques, non ! Moi je suis dans le domaine et j'ai fait une série A1. Mais c'est cette tendance qu'on veut inverser chez Acte. Grâce aux pratiques de communautés, on expose les jeunes filles dès le plus jeune âge aux nouvelles technologies. On leur dit « *Vous pouvez coder, vous pouvez faire de la programmation* », et cela crée une étincelle.

Nous avons aussi mené un programme d'incubation des talents du numérique (financé par l'Union Européenne) auprès des jeunes déscolarisés. On a veillé à ce qu'il y ait une très forte participation de filles. Elles ne connaissaient rien aux technologies, n'avaient jamais touché une souris. On les a formées en programmation et elles sont devenues capables de faire des dessins animés, des jeux vidéo, etc. De femmes en situation d'échec, elles sont devenues des femmes épanouies, qui arrivent aujourd'hui à avoir de l'espoir et à se battre.

Que diriez-vous aux jeunes filles pour les intéresser aux technologies ?

Je dirais que la femme a tout à gagner à s'intéresser aux technologies parce qu'on ne peut plus dissocier aujourd'hui notre quotidien des technologies. C'est aussi simple que ça. Que tu sois dans un secteur manuel, littéraire, managérial, en fait dans n'importe quel secteur, tu as besoin des technologies.



Le décrochage scolaire des jeunes filles en ligne de mire

Béatrice Moussavou épouse Koumba

Professeur d'anglais et Principale du Collège Georges Mabignath

Mariée et mère de 5 enfants, Mme Moussavou épouse Koumba est à la fois professeure d'anglais et Principale du Collège Georges Mabignath à Libreville. Sa principale inquiétude, c'est le décrochage scolaire des jeunes filles. *« Au début, en 6^e, le taux de scolarisation des filles et des garçons est équivalent. Mais en terminale, le déséquilibre est net : sur une classe de 100, on compte 70 garçons et seulement 30 filles »*, explique-t-elle.

Ce décrochage s'explique en partie par le phénomène de la sexualité et des grossesses précoces. *« Il y a un an, mon attention a été attirée par des jeunes filles de mon établissement qui étaient en difficulté scolaire. J'ai vite découvert que ces jeunes filles étaient enceintes ou déjà jeunes mamans »*, raconte Mme Moussavou. Cette année, elle a déjà recensé 10 jeunes filles enceintes dans son collège – dont une de 12 ans, en 6^e – et 12 qui sont déjà mères.

Comment en est-on arrivé là ? Pour Mme la Principale, c'est lié à l'éclatement de la famille, au manque d'accompagnement des parents, notamment des mamans qui délaissent l'éducation des enfants, et à l'attrait des jeunes pour les biens matériels. Pour obtenir un téléphone portable, un vêtement, une perruque, les jeunes filles se donnent parfois à des hommes plus âgés et tombent enceintes. Certaines ont un petit ami de leur âge, ou à peine plus âgé, mais manquent d'informations sur la sexualité qui reste un sujet peu, voire pas du tout, abordé au sein des familles gabonaises.

Pour lutter contre le décrochage scolaire et accompagner les jeunes filles vers l'autonomie, Mme la Principale a créé l'année dernière un club des filles-mères dans son établissement. On y accueille les volontaires, on les aide à identifier leurs difficultés, leurs besoins et on cherche ensemble des solutions. *« Certaines se cachent car elles ont honte, mais nous ne voulons pas les juger, seulement les aider à accepter et assumer leur triple identité d'épouse, de mère et d'élève »*.

Pour ces jeunes mamans, l'un des obstacles à la poursuite de leurs études, c'est la garde des enfants. *« Quand je suis à l'école, c'est Dieu qui garde mon enfant »*, disent-elles. *« Or Dieu n'est pas physique »*, rétorque Mme Moussavou. *« Ca veut dire qu'elles n'ont pas remis leur enfant à quelqu'un, qu'elles ne savent pas qui va le garder. Leur corps est à l'école mais leur esprit est à la maison »*. Alors elle propose de se cotiser pour payer une crèche ou d'accueillir les enfants dans les salles de son établissement pendant que les mamans suivent leurs cours.

Pour celles qui en ont les capacités, le club les accompagne à terminer leur scolarité. Pour les autres, Mme la Principale rédige des lettres de recommandation afin de les faire accepter dans des lycées techniques ou des centres de formation professionnelle sans passer par les concours. Elle voudrait généraliser ce mécanisme et passer des conventions entre établissements pour donner plus de chances à ces jeunes filles. Selon elle, il faudrait augmenter le nombre de centres de formation professionnelle au Gabon car *« l'université, c'est comme le Paradis tout le monde ne peut pas y aller. En revanche, tout le monde peut travailler et avoir un métier »*.



Nous déconstruisons les stéréotypes sur le genre

Nicole Nguema Metogo et Marielle Ntsame Nguema

Consultantes - Directrice générale et membre de l'ONG Agir pour le genre

Que dit la législation gabonaise sur la question du genre ?

Nicole : Le cadre légal est assez favorable à l'égalité des sexes, qui est établie dans la Constitution. Nous avons aussi une loi sur les quotas pour les instances décisionnelles et les postes à responsabilité qui fixe la participation des femmes à 30 %. Néanmoins, il y a une différence entre textes et réalité. C'est le cas pour la loi sur les quotas. C'est aussi le cas pour la loi sur la succession : certes, la question a favorablement évolué au Gabon ; mais, dans les faits, on assiste encore à des cas de spoliation de la veuve et de l'orphelin par la belle-famille. Par ailleurs, notre corpus juridique regorge d'environ 98 dispositions discriminatoires.

Les femmes connaissent-elles leurs droits ?

Nicole : On s'est rendu compte que beaucoup ne les connaissent pas. Nous essayons de les former sur les conventions internationales et sur le corpus juridique local.

Marielle : Le Ministère de la Famille et l'ONG Agir pour le genre ont élaboré des brochures pour aider les femmes à se faire entendre, notamment dans le cadre des violences faites aux femmes. Un atelier de validation de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre a aussi eu lieu.

Quelles sont les discriminations les plus flagrantes et d'où viennent-elles ?

Nicole : Les discriminations principales découlent du contexte socioculturel et des stéréotypes en général. Il en est ainsi de la division sexuelle du travail : dans une famille, quand l'enfant est malade, c'est la femme qui doit s'en occuper. C'est aussi le cas pour le choix des filières. Ce n'est pas écrit mais c'est ancré dans l'imaginaire populaire que les filles vont vers les filières littéraires et les garçons vers les filières scientifiques. Il y a aussi l'image de la femme au sein de notre société. En Afrique on dit, « *la femme ne parle pas* ». Si elle le fait lors d'une réunion de famille, on estimera qu'elle est impolie. Ça se traduit aussi dans la sphère publique.

Marielle : Il y a aussi la question du foncier, au nord comme au sud. Au nord, la terre appartient à l'homme. La femme la travaille et l'utilise dans le cadre du mariage mais n'a aucun droit de décision sur cette terre. Au sud, on dit que la terre appartient à tout le monde. En réalité, la femme exploite la terre mais ne peut pas décider de la vendre. La décision revient à l'homme.

Y a-t-il des différences entre milieu rural et milieu urbain ?

Nicole : Oui. A titre d'exemple, en milieu rural, une femme économiquement faible, qui dépend du mari, aura moins accès à l'information, accèdera plus difficilement aux contraceptifs et aura du mal à contrôler ses grossesses.

Que faudrait-il faire pour améliorer les choses ?

Nicole : Il faudrait créer un observatoire au niveau de la Primature pour traiter des questions de genre de manière multisectorielle. Avec un tel organe, les budgets publics seront sensibles au genre et si les budgets sont sensibles au genre, la mise en œuvre des politiques aussi sera sensible au genre.

Marielle : Pour moi il faut commencer dès la base à briser les stéréotypes, parce que le genre est avant tout une construction sociale. La question du genre devrait être traitée dès le primaire, dans les manuels scolaires, pour déconstruire les stéréotypes.



Les femmes victimes de violences doivent être soutenues

Jeanne-Clarisse Dilaba et Darleine Hyrise Mboumba Doumenou épouse Origo
ONG Femme lève-toi

L'ONG Femme lève-toi milite pour plus de justice en faveur des femmes victimes de violences basées sur le genre. Mme Dilaba en est la présidente fondatrice tandis que Darleine Hyrise Mboumba Doumenou épouse Origo est à la fois bénéficiaire et membre de l'ONG.

« *Je suis née dans la violence* », confie Mme Dilaba. « *Une fois, alors que j'avais 5 ans, le mari de ma maman l'a frappée tellement violemment que si les voisins n'étaient pas intervenus, elle serait morte. Ce jour-là a été un déclic pour moi. Je refuse que l'on batte une femme, qu'on la maltraite. C'est désormais ma bataille... Plus tard, mes amies et mes sœurs se sont retrouvées dans des situations similaires. Je suis toujours intervenue* ».

Darleine aussi raconte par où elle est passée. « *Je suis mariée depuis 4 ans et j'ai 3 enfants. Six mois après notre mariage, notre vie conjugale est devenue un calvaire. Mon mari est devenu de plus en plus violent. Ça a commencé avec des violences verbales puis les violences sont devenues physiques. Alors que j'étais enceinte de mon 3^e enfant, mon mari s'est mis à me battre encore plus violemment et il s'en est aussi pris aux enfants qui avaient alors 1 an et 2 ans. J'ai dû fuir et me réfugier dans ma famille* ». C'est à ce moment-là que l'équipe de l'ONG Femme lève-toi l'a prise en charge.

« *Quand nous sommes allés à la PJ pour la première fois, au vu des hématomes, ils m'ont crue et m'ont demandé de rédiger une plainte. Revenue une autre fois sans hématome, ils m'ont fait passer de victime à coupable. Ils ont alors pris le parti de mon mari et moi je n'ai pas eu gain de cause. On nous a envoyés au Tribunal, mais ça n'a rien donné. Voyant que je n'étais pas protégée, j'ai laissé tomber et on en est là* », regrette Darleine qui songe désormais au divorce.

Mme Dilaba et Darleine s'accordent pour dire que « *la culture gabonaise c'est le gros problème, la femme n'a pas le droit à la parole. Il faut prendre le bon de la culture et abandonner ce qui est mauvais* ». Cependant, certains hommes ont changé d'état d'esprit. « *Il y a des hommes au sein de l'ONG qui mènent le même combat que nous* ».

Le problème viendrait également du regard des femmes sur elles-mêmes. « *Si j'en suis arrivée à subir ça c'est parce que je pensais que sans un homme je n'étais rien, que je devais être mariée pour avoir une place dans la société... J'ai désormais compris que je faisais fausse route. Maintenant, je suis heureuse car je suis libre* », affirme Darleine.

Malgré les difficultés, les représentantes de Femme lève-toi ne sont pas défaitistes. « *Nous pensons qu'un changement est possible avec l'accompagnement de l'État. Beaucoup de lois ont été ratifiées mais elles ne sont pas appliquées... il faut que l'État veille à leur application* », insiste Mme Dilaba.

L'ONG Femme lève-toi a également besoin de plus de soutien. « *Pour avoir plus de légitimité, il faut que nous ayons accès aux médias, que nous soyons soutenues dans nos actions* ».

Grâce au soutien récent d'AEDH, ONG internationale qui lutte pour la défense des droits de l'homme, et de cette interview, Jeanne-Clarisse et Darleine espèrent que les choses évolueront plus rapidement.



La réussite de leurs enfants, une source de motivation pour les femmes

Laetitia Manuella Kombila
Sociologue chez Rougier Gabon

Laetitia est diplômée en foresterie sociale et sociologue chez Rougier Gabon. Sa mission consiste à gérer les interactions entre les différentes parties prenantes en milieu forestier : l'entreprise, les populations et l'administration et à faire en sorte que tous les intérêts soient considérés, avec des retombées positives pour le développement local.

Une des étapes clés de sa mission, c'est la prise de contact avec les villages à proximité du site d'exploitation et l'identification des bons interlocuteurs. Ces interlocuteurs sont majoritairement des hommes. *« La culture gabonaise donne un rôle limité à la femme dans la prise de décisions. Dans les villages, il y a un corps de garde qui est traditionnellement réservé aux hommes. Quand je dois mener des discussions pour tout le monde et que le lieu c'est le corps de garde, il y a toujours plus d'hommes que de femmes. Je m'aperçois que les femmes sont intéressées mais elles prennent un petit tabouret et se mettent hors du corps de garde, juste pour écouter et balancer des petites phrases, des piques. Le corps de garde est un lieu d'hommes. Dans un second temps, j'essaie de donner l'information de façon informelle aux femmes. Si on ne fait pas ça l'information ne passe pas ».*

Pour autant, elle considère qu'être une femme lui facilite la tâche. *« La présence d'une femme adoucit les discussions. Il faut avoir une attitude humble et faire preuve d'humilité pour faire passer le message. Pour ça, les femmes sont certainement plus aptes. Le profil que j'adopte c'est la douceur et le calme pour essayer de faire baisser la tension ».*

Pour donner une activité aux femmes des forestiers et les aider à s'autonomiser, Rougier a mis en place une association qui regroupe aujourd'hui une quarantaine de femmes. *« Les sites forestiers sont de gros marchés potentiels, il y a de la consommation ».* L'idée initiale était de proposer aux femmes de s'investir dans des plantations communautaires mais ça n'a pas fonctionné car *« la solidarité est un concept nouveau au Gabon, les coopératives n'arrivent pas à se former ou à durer ».*

Certaines femmes semblent s'abandonner à une sorte de fatalisme, comme beaucoup d'hommes d'ailleurs. Mais d'autres ont compris l'intérêt de l'initiative. Elles ont développé de petits commerces, ont mis en place un système de tontine au sein de l'association. C'est basique, mais c'est un début.

Laetitia voudrait aller plus loin. *« Pour que les choses changent, il faut qu'il y ait un intérêt à ce qu'elles changent. Je suis en train d'identifier les sources de motivation. J'ai remarqué que chez les femmes qui évoluent en milieu rural, il y a une très forte volonté que leurs enfants réussissent. Pour eux, elles sont capables de supporter de nombreux sacrifices, de se fédérer et de dépasser les querelles et les jalousies. C'est sur ce point que je veux m'appuyer pour faire des propositions ».*

En parallèle, il faut aussi sensibiliser les hommes pour qu'ils comprennent qu'ils ne doivent pas délaisser leurs responsabilités sous prétexte que leurs femmes gagnent un peu d'argent. Il faut au contraire que cela soit une avancée pour le couple.

Si Laetitia cherche des leviers pour aider à l'émancipation des femmes, elle n'est pas convaincue que parler d'égalité des sexes soit la solution. *« Pour le moment, dans notre culture, ça ne fonctionne pas. L'important c'est que les femmes prennent conscience de leur potentiel et que chacun trouve sa place et son épanouissement ».*



Halte aux MST* et NST*

Lauren Moutsaguerombi Bouroubou et Dorisca Mouvangui Souami
Jeunes pairs éducateurs

* MST et NST :
Maladies sexuellement transmissibles et Notes sexuellement transmissibles

Lauren (21 ans) et Dorisca (22 ans) sont jeunes pairs éducateurs (JPE). « *Un JPE, c'est un adolescent, une personne, qui écoute, respecte, a un côté protecteur. Il veille à ce que l'information soit transmise aux jeunes de sa génération* ». Les sujets qui sont abordés par les JPE : VIH, contraception, grossesses précoces, abus sexuels, comportements à risque, vie affective et sexuelle, etc. Pour devenir JPE, Lauren et Dorisca ont suivi la formation de l'Association 3 S (Sensibilisation-Santé-Sexualité) à Port-Gentil où elles étaient lycéennes.

« *J'ai choisi d'être pair éducateur car je ne comprenais pas mon entourage. Je ne comprenais pas qu'une adolescente soit enceinte alors qu'elle aurait pu éviter ça* », explique Dorisca. « *Une de mes cousines est tombée enceinte à 13 ans... C'était la rentrée, sa mère était choquée. Ma cousine s'est sentie mise à l'écart. Ça s'est finalement bien passé mais ça m'a donné envie d'aider les jeunes filles* ».

Pour Lauren, devenir pair éducateur était une opportunité d'aborder de nombreux sujets, souvent tabous. « *Au sein des familles africaines, il y a beaucoup de non-dits. Notamment sur la sexualité. Chez moi on n'en parlait pas vraiment. Donc j'ai saisi la chance que m'offrait la formation pour pouvoir en parler, ainsi que des grossesses non désirées, des maladies et des "notes sexuellement transmissibles" qui étaient très courantes dans notre lycée* ».

Lauren et Dorisca ont donc mené une sensibilisation des jeunes dans leur lycée à Port-Gentil, en choisissant les mots pour expliquer comment mettre un préservatif, calculer le cycle mensuel, dénoncer les idées reçues sur la pilule ou sur le VIH (qui, pour certains, est une pure invention), auprès des filles comme des garçons. Elles n'étaient pas toujours les bienvenues au début mais beaucoup de jeunes ont fini par leur faire confiance. Désormais étudiantes à Libreville, elles regrettent qu'il n'y ait pas l'équivalent de 3S dans la capitale, où les problèmes leur apparaissent décuplés, comme dans toutes les grandes villes du Gabon.

« *Sensibiliser les jeunes c'est bien. Mais il faut aussi sensibiliser nos parents parce que tout part de la cellule familiale* », s'accordent-elles à dire. Selon elles, il faudrait rendre obligatoire la présence des parents aux réunions parents/professeurs dans les établissements scolaires et la question de la sexualité devrait y être abordée.

Il faudrait aussi une permanence dans les écoles, comme dans les PMI : une personne, à l'infirmerie, qui puisse discuter avec les jeunes, à tout moment, sur les questions de sexualité. Et que des préservatifs y soient distribués de manière anonyme, « *pour éviter le regard noir de la pharmacienne* ».

« *L'idéal serait que tout le monde s'implique en même temps : l'école, les ministères de la santé et de l'éducation, les parents et les élèves. Il suffit qu'on travaille plus ensemble et ça ira mieux* ».

La dernière enquête démographique et de santé réalisée en 2012 par l'État gabonais a révélé que 45 % des jeunes filles âgées de 15 à 19 ans ont eu recours à l'avortement clandestin ; 28 % des femmes ont eu leur premier enfant à l'adolescence ; 7/10 ont eu leur premier rapport sexuel non protégé ; 65 % des infections du VIH/SIDA surviennent chez les filles (15-24 ans), six fois plus que chez les garçons du même âge.



Il faut vulgariser l'éducation autour de la santé maternelle et infantile

Ada Mvono
Sage-femme

« *Je suis devenue sage-femme par vocation* », déclare Mme Nvono. Le déclic s'est fait quand elle a accompagné sa mère à l'hôpital pour un accouchement. « *J'étais terrorisée de la voir souffrir. Je pensais qu'on la maltraitait. Ce n'est qu'après que j'ai compris que c'était un mal naturel. À partir de là, je me suis dit que j'allais devenir sage-femme* ».

Le métier de sage-femme, c'est avant tout la santé de la mère et de l'enfant, avant, pendant et après la grossesse. Bien sûr, l'exercice de cette profession se heurte à des difficultés.

La première, c'est le manque de matériel, d'équipements et la mauvaise répartition géographique des personnels médicaux. Mme Nvono raconte qu'à Tchibanga, une femme enceinte a perdu son bébé car il n'y avait pas de bloc et le transport à Bongolo, le centre le plus proche, n'a pas pu se faire à temps.

En outre, rares sont les volontaires qui veulent aller travailler dans l'intérieur du pays où les conditions de vie sont difficiles : problème de logement, de transport, de scolarisation des enfants. Parfois, il n'y a même pas d'eau courante et cela décourage le personnel médical. « *Il faut prendre des mesures d'accompagnement et décentraliser* », affirme-t-elle. Même dans les grands centres urbains, il arrive qu'il n'y ait pas de gynécologue et ce sont les sages-femmes qui prennent en charge les futures mamans.

La deuxième difficulté, c'est le manque d'information autour de la santé maternelle et infantile. Les accouchements à l'hôpital sont généralisés au Gabon, mais les futures mamans arrivent souvent au dernier moment, car elles ne (re)connaissent pas les signes, ce qui peut entraîner des complications. Et il y a encore du chemin à faire en ce qui concerne le suivi de la grossesse, la préparation à l'accouchement, les suites de couches, l'allaitement et les soins au nourrisson. Sans parler de l'implication des pères, « *c'est très rare de voir les papas venir aux consultations ante ou post accouchement* ».

La sage-femme se heurte aussi aux idées reçues, sur la pilule notamment. « *Certaines femmes disent qu'elle provoquerait des infections ou rendrait stérile, alors que bien souvent la raison de leur stérilité est une MST non-détectée* ».

Pour améliorer l'information, ce qu'elle décrit comme « *vulgariser la santé communautaire* », Ada préconise des actions de terrain mettant l'accent sur la prévention : messages à la radio ou à la télévision (spots intercalés entre les telenovelas, pour être sûr de toucher le plus grand nombre), relai par les enseignants dans les écoles, déploiement d'agents communautaires pour éduquer et répondre aux questions à l'échelle d'un quartier ou d'un village.

La sage-femme mentionne une expérience intéressante : la création de la « *classe des mères* » dans certains centres de santé à Libreville, où se réunissent des femmes à différentes étapes de leur grossesse, et même après l'accouchement, pour recevoir et échanger des informations liées à leur santé et à celle de leur enfant. « *Les femmes ont plus confiance quand c'est une autre femme qui raconte son expérience* ». L'efficacité du dispositif n'a pas encore été évaluée mais l'initiative semble déjà avoir convaincu un grand nombre de femmes.



L'entreprise doit donner toute sa place à la maternité

Ghislaine Ognagna Nkori épouse Nkoma

*Directrice des Ressources Humaines à la Banque internationale
pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG).*

Mme Ognagna Nkori épouse Nkoma ne se sent pas particulièrement concernée par les discriminations liées aux questions de genre. Son employeur, la BICIG compte aujourd'hui 52 % de femmes dans ses effectifs et la grille salariale est la même au stade du recrutement, qu'on soit une femme ou un homme. Dans le déroulement d'une carrière, hommes et femmes peuvent prétendre à des évolutions équivalentes mais c'est naturellement au moment de la maternité que l'écart se creuse.

« Je suis une femme et j'ai une carrière plutôt satisfaisante. Mais il est certain que lorsque vous avez une grossesse, des enfants, vous avez des obligations et des contraintes différentes par rapport à vos collègues masculins. Parmi les femmes qui occupent des fonctions à haute responsabilité, certaines ont eu une famille élargie. Mais il y en a d'autres qui ont eu moins d'enfants parce qu'elles pensaient que cela pouvait bloquer leur carrière. Je connais des femmes parties à la retraite avec un sentiment de vie non-accomplie simplement parce qu'elles s'étaient tellement consacrées au travail qu'elles se retrouvaient avec un seul enfant ».

Elle-même a dû faire des choix. Étudiante, elle avait décidé de ne pas avoir d'enfants avant la fin de ses études. Quand elle est devenue maman, elle n'a pas respecté, par choix, les heures d'allaitement car non compatibles avec son rythme de travail à la banque. Lorsqu'on lui a proposé le poste de Directrice des Ressources Humaines (DRH), elle a réfléchi. Mais c'était un défi qu'elle avait envie de relever et elle l'a accepté. En revanche, elle avoue avoir décliné une autre proposition, plus récemment, car son fils entrait en terminale et avait besoin d'elle.

Mme Ognagna Nkori nous explique que la réglementation nationale prévoit l'intérim en cas de congé maternité et que les entreprises y ont fréquemment recours. Mais il s'agit parfois d'un remplacement purement numérique, qui ne permet pas un fonctionnement normal du service. La BICIG, comme les autres banques au Gabon, n'a pas de crèche d'entreprise ni de dispositif pour aider les jeunes parents à faire garder leurs enfants. *« C'est une réflexion à mener, pas seulement au niveau de l'entreprise, mais au niveau du secteur ».* Mais pour mettre en place de tels établissements, il faudra tenir compte de l'éloignement domicile-bureau, de la journée continue et mettre en place un système de contrôle efficace pour s'assurer du respect des normes. Elle-même avait une aide à domicile mais toutes les femmes ne peuvent pas se le permettre.

Pour elle, il faut simplement que les mentalités s'ouvrent et que tous, femmes et hommes, puissent trouver des solutions afin que travail et maternité ne soient plus inconciliables. *« Une femme qui travaille doit pouvoir s'épanouir aussi bien professionnellement que personnellement ».*



Les jeunes femmes ne veulent pas devenir agricultrices

Rosalie Nfono Allogho

Agricultrice, maraîchère sur le périmètre de l'Institut gabonais d'Appui au Développement (IGAD)

Mme Nfono est une agricultrice. A 55 ans, cela fait 5 ans seulement que l'agriculture est devenue pour elle une activité commerciale. Elle est née dans une famille d'agriculteurs, dans la province de Bitam, et a toujours aimé ça. Mais pendant longtemps c'est resté un passe-temps car on ne vivait pas de l'agriculture à son époque. « *C'était juste pour faire vivre la famille* ». Sa vie professionnelle, elle l'a faite en ville, comme caissière puis ménagère.

Il est difficile de trouver des terres à cultiver aux alentours de Libreville. Plus loin, sur la route, c'est possible mais on se heurte à l'enclavement et aux éléphants. Il y a 5 ans, l'IGAD a octroyé des parcelles au PK8*. Mme Nfono saisit l'occasion, suit une formation de 2 mois où elle apprend les rudiments en matière de techniques agricoles, comptabilité et commercialisation des produits et s'installe sur une parcelle où elle cultive et vend aujourd'hui du folon, des épinards, des choux. Elle est aussi devenue trésorière de l'association des agriculteurs du PK8.

Pour elle, la principale difficulté c'est la pénibilité et il faudrait plus de mécanisation. « *Lorsque l'on fait du maraichage, la terre doit être labourée. On est courbé en permanence. Je l'ai fait mais je ne peux plus. Je demande désormais l'aide d'un homme pour le faire. Les mamans de l'IGAD, vu leur âge, ne sont plus tellement sur le terrain. Elles ont désormais embauché des jeunes hommes burkinabés pour les aider* ».

Par ailleurs, rares sont les jeunes femmes à s'investir complètement dans la filière. Beaucoup suivent la formation, travaillent quelque jours et puis disparaissent. « *La raison principale est le manque de temps* », explique Mme Nfono. « *Les femmes doivent s'occuper des enfants et sont obligées de les emmener aux champs et de les garder sur le dos tant qu'ils ne marchent pas. Il est même arrivé que certaines accouchent sur le périmètre agricole de l'IGAD. Il faut aussi s'occuper du mari et des tâches ménagères* ».

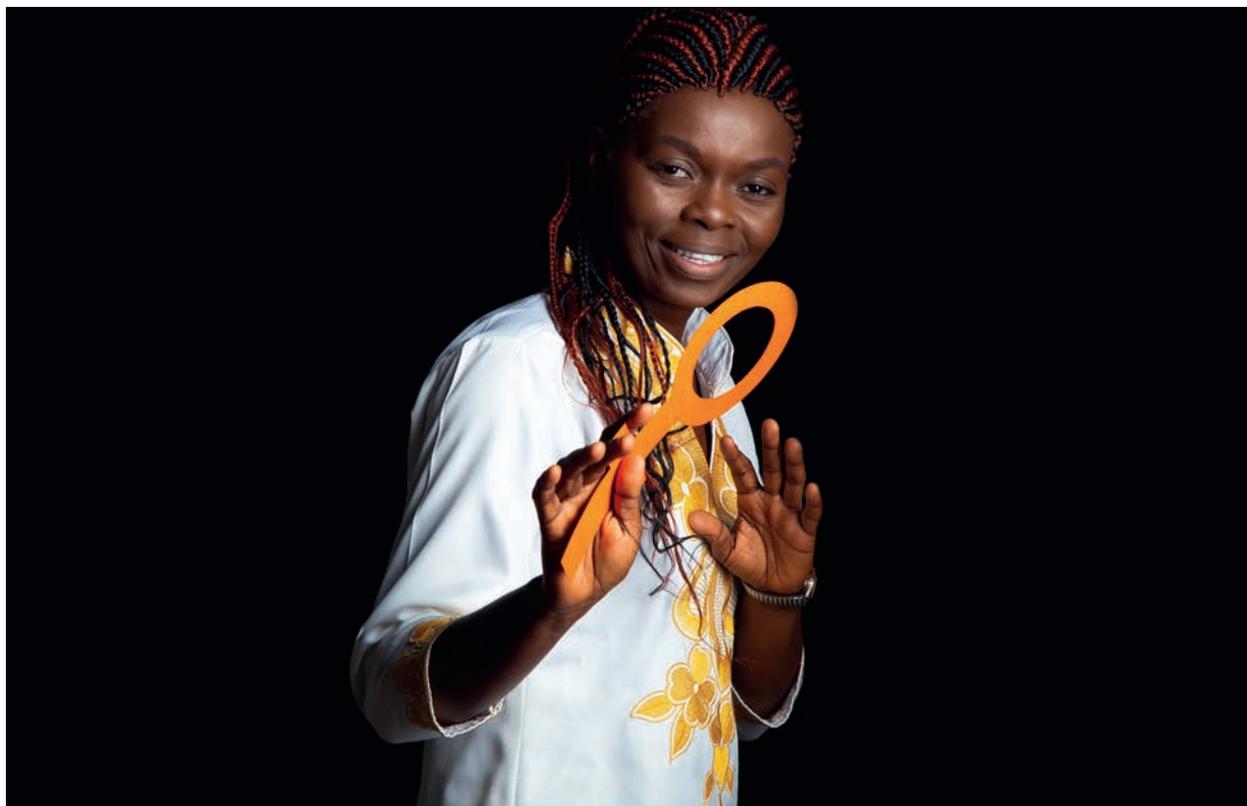
Toutefois, pour l'agricultrice, c'est le cours normal des choses. « *Quand tu es une femme, tu dois pouvoir t'organiser pour gérer à la fois ton travail et la maison. Une femme ne doit pas obliger son mari à laver les assiettes. Même quand mon mari insiste, je ne veux pas. Je travaille et je suis autonome mais je m'occupe aussi de mon foyer* ».

Pour que les jeunes femmes soient plus intéressées par l'agriculture, il faut commencer par les sensibiliser et leur expliquer qu'on peut bien vivre de ce métier. « *Il faut seulement avoir l'amour et la volonté de son travail. Il y a 40 ans, l'agriculture était inculquée à l'école sur les terres du professeur et en respectant les traditions : les jeunes garçons apprenaient à abattre les arbres et à défricher tandis que les jeunes filles plantaient et s'occupaient de l'entretien des plantations. Si l'État peut remettre en place ce genre de choses, cela pourrait susciter l'engouement des jeunes filles* ».

Pour finir, elle souhaite aussi que les femmes s'entraident davantage. « *Les femmes n'arrivent pas à s'organiser en coopérative, chacune veut travailler de son côté. Il n'y a pas de solidarité. La base ce serait l'entente, la volonté de vouloir faire quelque chose ensemble* ».

* Point kilométrique.

Le PK0 correspond au centre de la ville



Je lutte pour imposer mon autorité aux hommes

Lyliana Gladys Boura

Ecogarde à l'Agence nationale des Parcs nationaux (ANPN)

Lyliana Gladys Boura est écogarde dans le parc d'Akanda, l'un des 13 parcs nationaux du Gabon. C'est après une 2^{nde} technique qu'elle passe le concours d'écogarde, il y a 14 ans. Aujourd'hui, c'est la seule femme qui occupe le poste de chef d'équipe sur les 26 que comptent les parcs nationaux.

Son métier, c'est la surveillance du parc d'Akanda, un parc presque entièrement maritime. Elle lutte contre les exploitants illégaux de bois, les pêcheurs et les braconniers. Mais le parc d'Akanda n'est pas le plus exposé. Ce que craint davantage l'écogarde, c'est le gros temps sur l'eau. *« On a peur que le bateau chavire. Est-ce qu'on va arriver à la base ? On a l'impression que la vie s'arrête là. Et on pense tout de suite « Ah mon dieu, les enfants ».*

Mère de 2 enfants, elle avoue que le métier n'est pas facile pour une femme, encore moins pour une mère. Elle n'a pas de compagnon et c'est sa mère qui l'a aidée à s'occuper des enfants. Les missions sur le terrain durent 21 jours, sans possibilité de revenir à la maison. Si elle continue, c'est d'abord par passion. *« Peut-être parce que j'aime la nature. Et puis nous sommes en contact avec le monde entier. Nous recevons des formateurs du Sénégal, de l'Angleterre, des États-Unis. On partage les expériences de travail ».* Elle espère qu'à terme les missions de terrain pourront être aménagées pour les femmes : des missions plus nombreuses mais plus courtes, une semaine par exemple. Elle souhaite également que les femmes puissent un jour prétendre à un poste administratif au bout de 5 ans, au lieu des 11 ans de terrain actuellement requis.

Lyliana avoue sans mal que les relations avec ses collègues du sexe opposé sont souvent compliquées, surtout avec les hommes plus âgés. *« Il y a un problème de marginalisation. On se dit qu'une femme ne peut pas donner des ordres à un homme. Il faut être courageuse, au-dessus des menaces et déterminée. Beaucoup d'hommes pensent que ce sont les relations qui m'ont amenée là. Mais je ne me laisse pas faire. Si l'homme veut imposer son autorité d'homme, je m'impose aussi. Je lui fais comprendre que nous sommes égaux dans notre métier. Si j'ai un ordre à lui donner, il est obligé de l'accepter. S'il n'est pas d'accord, je fais un rapport ».*

Il n'y a pas de traitement spécial pour les femmes dans le corps des écogardes. Chaque agent a son matériel : une tente, une couverture, un sac. Dans les bases vie, il n'y a pas non plus de dortoir prévu spécifiquement pour les femmes. *« Quand les techniciens sont venus pour construire la base, nous étions trois femmes et avons soulevé le point. Mais on nous a répondu que ce n'était pas prévu. Alors on s'organise comme on peut, les hommes ont leur dortoir et les femmes s'installent dans des salles restées libres. Les douches et WC sont communs ».*

Mme Boura pense que sa filière peut offrir de belles opportunités pour les femmes. *« La forêt est l'affaire de tous. Il n'y a pas que les hommes qui peuvent être écogardes. Une femme, c'est d'abord une mère. Elle protège, éduque et oriente. En tant qu'écogarde, nous assurons la protection de la biodiversité du Gabon. Alors le lien se fait naturellement ! ».*



Femmes, aimez-vous et unissez-vous !

Josiane Kinga Delalain

*Chef comptable à la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG)
et Présidente de l'Association des femmes du chemin de fer gabonais.*

Quel est l'objectif de l'Association des femmes du chemin de fer gabonais, dont vous êtes la présidente ?

L'Association prône la solidarité entre les cheminotes. Elle est là pour enlever le stress, casser les amertumes, tuer les frustrations, supprimer les disparités et aider à oublier les malentendus.

Combien de femmes êtes-vous à la SETRAG ?

Nous ne sommes que 250 femmes sur 1 300 cheminots. Au départ, on avait peur de s'engager dans des métiers techniques. Mais bon, ça vient tout doucement. En 2019 nous avons décidé d'aller dans les lycées techniques et à l'université avec nos collègues qui travaillent sur le réseau ferroviaire, dans les ateliers, ceux qui conduisent les locomotives, ceux qui tractent les wagons. Nous allons présenter ces métiers aux étudiants, et surtout aux étudiantes, pour leur dire : « *Il ne faut pas avoir peur d'affronter le domaine technique* ».

C'est difficile de travailler dans un secteur traditionnellement masculin ?

Oui c'est souvent dur au début mais les femmes finissent par prendre le dessus. Elles apprennent à discuter, à proposer, à décider.

En 2018, nous avons organisé la fête de la Saint-Éloi, le patron des cheminots. Pour la première fois, la Direction Générale en a confié l'organisation à une femme, et c'est tombé sur moi ! Je me suis entourée d'hommes et de femmes de l'Association. Les collègues ont d'abord pensé que ça allait être un chaos, parce que je suis une femme. Et bien ça a été l'inverse ! On est resté jusqu'à 21 h alors qu'habituellement, à 15 h 30-16 h, la fête est terminée. Et nous n'avons eu que des félicitations !

Comment les femmes se regardent-elles entre elles ?

L'homme est solidaire de nature. Mais l'ennemi de la femme, c'est la femme. Je sais de quoi je parle. Je suis présidente de l'Association et certaines ne voient pas ça d'un bon œil. « *Pourquoi c'est elle, pourquoi, pourquoi... ?* ». Mais si toi femme tu ne soutiens pas la femme, ne demande pas à l'homme de commencer à la soutenir !

Que doit faire la femme pour s'imposer ?

La femme doit surmonter son complexe d'infériorité, apprendre à s'exprimer et prendre la parole en public. Et elle doit aller au-delà des préjugés de ceux qui disent qu'entre une femme et un homme, l'homme sera toujours au-dessus. C'est l'objectif de notre association : que les femmes se sentent bien dans leur peau au travail, qu'elles participent activement à la vie de l'entreprise, qu'elles se mettent en valeur. Quand elles auront démontré aux hommes qu'elles peuvent travailler autant et aussi bien qu'eux, tout en ayant une vie familiale, elles auront gagné.



Née en 1990, **Bunny Claude Massassa** est une artiste pluridisciplinaire d'origine gabonaise.

Autodidacte, après des stages effectués à l'agence Afrik'image et au quotidien gabonais « *l'Union* », elle devient l'une des premières femmes à évoluer dans la photographie de presse au Gabon. Elle est aussi la première femme à avoir couvert une CAN de football en 2017.

En 2016, Bunny crée sa propre structure, **BUNNY STUDIO**.

Très engagée, elle travaille bénévolement pour de nombreuses associations, en réalisant des campagnes photographiques, en donnant des cours de photographie aux enfants aux côtés de SOS Mwana et en organisant des levées de fonds pour Educaf.

En 2017, elle présente sa première exposition à Libreville « *LUMIERE : l'homme en quête de connaissance* ».

En 2018, la carrière de Bunny s'ouvre à l'international. Ses photographies sont présentées lors de la 13^e édition de la biennale de Dakar puis en Ouganda. En 2019, Bunny présentera son exposition « *Envoûtement* » au festival L'Emoi Photographique d'Angoulême.

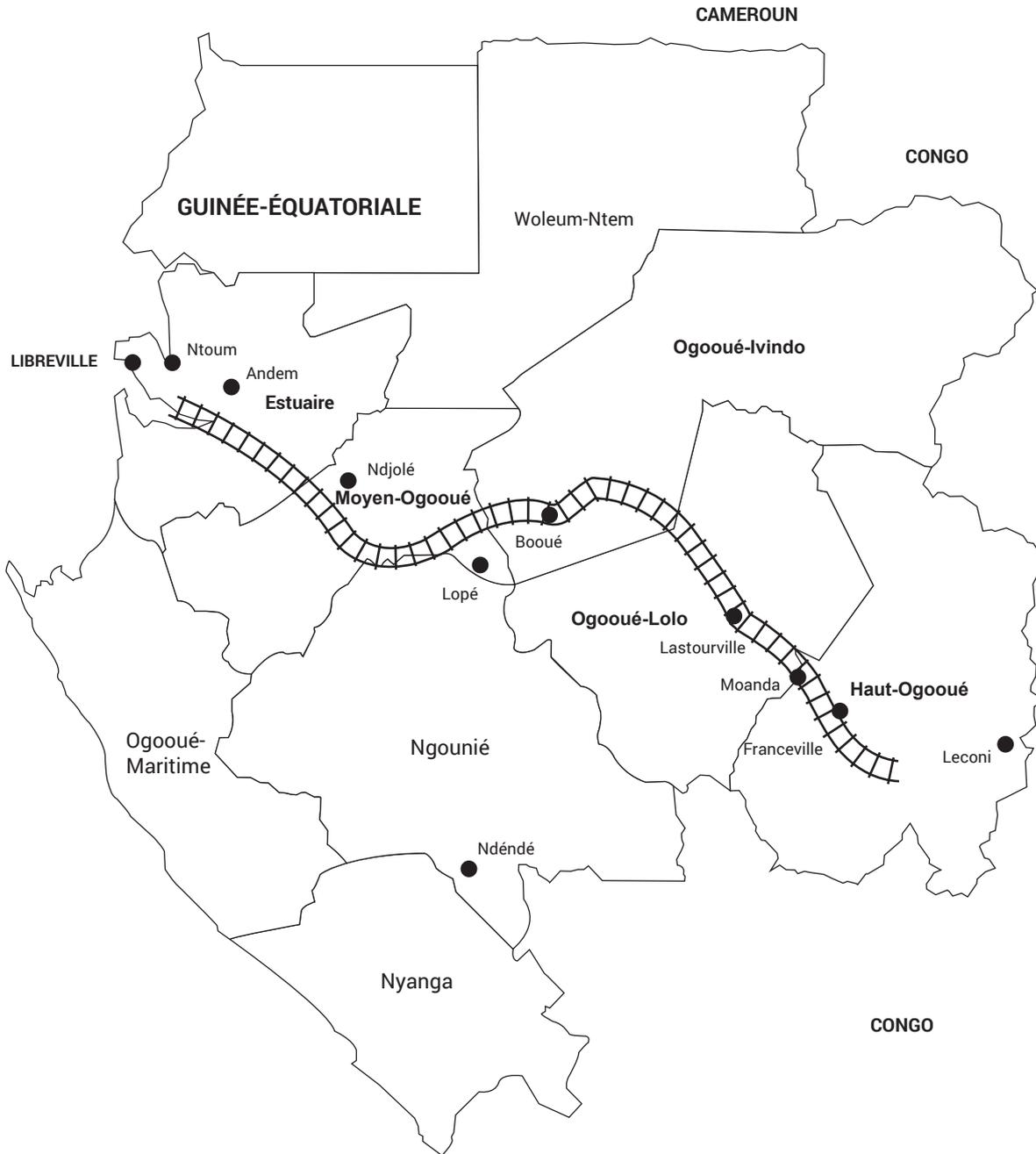
Attachée à la promotion de l'art gabonais, Bunny entend le mettre en avant, notamment grâce à la création d'une association qui soutiendra des artistes gabonais dans différentes disciplines.

L'AFD au Gabon

Deuxième puissance économique d'Afrique équatoriale, le Gabon dispose de sérieux atouts : vastes ressources forestières, terres arables et biodiversité exceptionnelle. Mais le pays doit relever le défi des inégalités, développer ses infrastructures et renforcer l'accès de tous à la santé et à l'éducation.

Depuis plus de 70 ans, l'Agence Française de Développement appuie le Gabon dans le développement de nombreux secteurs. Une multitude de projets ont été soutenus en sept décennies et certains, emblématiques, résonnent dans les mémoires : barrage de Kinguélé en 1975, extension de l'aéroport de Libreville et construction du port d'Owendo en 1988, et route Eboro-Oyem-Mitzix en 1993. Aujourd'hui, les interventions de l'AFD au Gabon se répartissent entre les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures de transport ferroviaire, de l'agriculture et de l'environnement, le soutien aux secteurs bancaire et privé.

Sur la question du genre, l'AFD au Gabon s'inscrit pleinement dans la stratégie du groupe AFD qui vise à promouvoir le genre comme un des objectifs de ses interventions d'une part et à accompagner l'évolution des sociétés sur les enjeux du genre d'autre part. Au Gabon, l'AFD a réalisé un diagnostic sur le genre, ainsi qu'une étude spécifique sur les femmes dans le monde rural incluant des recommandations d'actions concrètes permettant de lutter contre les discriminations existantes. Ces recommandations pourraient être mises en œuvre prochainement dans le cadre d'un projet agricole.



EXPOSITION

Gabonaises!

PHOTOGRAPHE

© Bunny Claude Massassa
Tous droits réservés

MISE EN PAGE

Planet 7 Paris



#MondeEnCommun

